

Au Mexique, « les femmes n'ont pas droit à la sécurité »

Malgré les mobilisations de 2020 et des avancées législatives, le pays compte encore 3 000 féminicides par an

MEXICO - correspondante

Sur la pelouse de l'université de Mexico, les étudiants s'installent pour personnaliser des centaines de silhouettes de femmes en bois peintes en mauve. Chacune, avec des feutres, inscrit le nom d'une femme, une date, colle parfois une photo et ajoute des phrases : « Ni pardon ni oubli », « Nous voulons la justice ». Trois mille silhouettes représentant chacune un féminicide ont été préparées cette semaine à Mexico pour le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Fabiola Pozadas a écrit son propre nom sur sa silhouette et, au-dessous, « survivante d'un féminicide ». Son petit ami a tenté de l'asphyxier en 2019 avec, pour tout mobile, l'intention de récupérer leur maison. Après quatre ans de procédure judiciaire, il a finalement été incarcéré pour « tentative de féminicide » et Fabiola est devenue militante de cette cause. « Les 3 000 silhouettes représentent le nombre approximatif de femmes assassinées au Mexique [qui compte 127 millions d'habitants] chaque année, rappelle cette jeune femme au teint mat de 29 ans. Notre objectif, en les portant pendant la manifestation, est de montrer concrètement, visuellement, la gravité du problème aux autorités. »

Les Mexicaines n'en sont pas à leur première performance sur ce thème. Entre 2018 et 2020, le pays a connu une rébellion féministe qui a mis ces violences sur le devant de la scène. Dans les capitales des trente-deux États de la république, des marches gigantesques exigeaient que les autorités prennent le problème au sérieux et que la société ouvre les yeux.

« Excusez-nous pour le dérangement, mais on nous tue », lisait-on sur une pancarte de la grande manifestation du 8 mars 2020. « La pandémie a mis un coup d'arrêt à ce mouvement inédit dont le gros du contingent était constitué de lycéennes et d'étudiantes qui sont allées manifester partout, y compris dans les zones les plus dangereuses, comme la périphérie de Mexico », raconte la journaliste Laura Castellanos, autrice de *La Marcha del terremoto feminista* (« la marche du

« Les juges minimisent la gravité des féminicides, donc ces crimes ne diminuent pas »

GABRIELA AMORES MOYA
avocate

séisme féministe », éditions Grijalbo, non traduit, 2021).

La pandémie de Covid-19 n'a pas seulement arrêté le mouvement. Elle a, comme partout dans le monde, augmenté les violences contre les femmes. Dans cette circonstance particulière, le mouvement social n'a pas provoqué un recul de ces violences, et il est aujourd'hui difficile de juger de son impact. « La violence n'a en effet pas baissé, ce qui était la principale revendication. Mais, pour la première fois, cette question a vraiment été au centre du débat public », considère la militante féministe Martha Tagle.

Code pénal enrichi

Plusieurs lois sont nées de ce soulèvement, grâce à une alliance entre victimes, militantes et parlementaires. « Nous étions 241 femmes sur 500 députés, unies sur cette question, tous partis politiques confondus. La polarisation actuelle de la politique mexicaine a mis fin à ce groupe, mais nous avons pu avancer », raconte Martha Tagle, qui était députée entre 2018 et 2021. Le code pénal s'est enrichi de nouveaux délits liés aux violences sexuelles : la violence numérique, la défiguration à l'acide, la violence coercitive (exercée sur les enfants pour atteindre la mère). Les pères qui ne payent pas la pension alimentaire de leurs enfants seront désormais sanctionnés, et les hommes punis pour violences ne pourront plus accéder à la fonction publique.

« La législation a progressé, mais la grande révolution qui semblait possible n'a pas eu lieu », ajoute Martha Tagle. En 2018, la gauche, qui avait déjà légalisé l'avortement dans la ville de Mexico en 2007, envoyait pour la première fois son représentant à la présidence, avec la



Deux militantes posent avec les silhouettes symbolisant des victimes de violences, à Mexico, le 23 novembre. MAHE ELIPE POUR « LE MONDE »

victoire d'Andrés Manuel López Obrador (dit « AMLO »), suscitant l'espoir d'un accompagnement de cette révolution féministe.

Pourtant, pour bien des militantes, ce fut une douche froide, et l'immense majorité d'entre elles se disent très déçues. AMLO adopte envers elles le même ton et les mêmes qualificatifs qu'il emploie pour ses adversaires. En mars 2020, il les traite « de conservatrices déguisées en féministes, qui veulent faire tomber [son gouvernement] ». Pour lutter contre les féminicides, affirme le président, « il faut fortifier les valeurs spirituelles, réduire les drogues et la décomposition familiale, ce que fait [son] gouvernement ». Aucune politique contre les féminicides n'est mise en place.

Sa présidence a tout de même été motrice pour la participation des femmes à la vie publique. Le Sénat, la Chambre des députés et la Cour suprême sont aujourd'hui

présidés par des femmes. Le gouvernement est parfaitement paritaire, et elles n'y sont pas reléguées à des postes secondaires : le secrétariat au gouvernement (équivalent d'un premier ministre), l'intérieur, l'économie et les affaires étrangères sont aux mains de femmes. Fait inédit, l'élection présidentielle de juin 2024 se jouera entre deux candidates, dont la favorite, Claudia Sheinbaum (gauche), maire de la capitale jusqu'en juin.

Violences largement impunies

« Le Mexique, dont la culture est plutôt archaïque sur cette question, a changé. Il est devenu normal que les femmes dirigent », reconnaît la sénatrice Olga Sánchez, qui a été la première secrétaire de gouvernement d'AMLO. Cette ancienne juge de la Cour suprême et féministe de la première heure ajoute aussitôt : « Mais pour la violence, nous n'avons pas avancé. C'est tout le paradoxe du Mexique : les femmes

peuvent étudier, même devenir présidente, mais leur vie peut s'interrompre brutalement car elles n'ont pas droit à la sécurité. »

Selon une enquête de l'Institut national des statistiques (Inegi), 70,1 % des Mexicaines ont subi une forme de violence dans leur vie. Dans 39,9 % des cas, cette violence était le fait de leur conjoint. « Le Mexique a pourtant l'un des meilleurs cadres juridiques au monde sur la question des féminicides, issu du drame de Ciudad Juárez, au début des années 2000, où plus de 700 femmes ont été violées et assassinées, assure Lucia Lagunes Huerta, directrice de l'agence de journalisme féministe Cimac. Mais le parquet ne met que très rarement en place ce protocole, et beaucoup de juges l'ignorent complètement. »

Dans près de 95 % des cas, les violences faites aux femmes restent impunies, selon une étude en 2022 de l'ONG Red TDT (« tous les droits

pour toutes et tous »). Et, même quand les coupables sont condamnés, les familles des victimes doivent se battre pour qu'ils ne soient pas remis en liberté. « Les juges minimisent la gravité des féminicides et, en conséquence, ces crimes ne diminuent pas. Nous devons continuer d'occuper l'espace public car, pour l'instant, on ne nous prend pas en compte », ajoute l'avocate Gabriela Amores Moya, spécialisée dans les féminicides.

Si le mouvement féministe reprend du souffle aujourd'hui, c'est avant tout pour continuer la lutte contre les violences faites aux femmes. Mais, en cette année électorale, elles comptent aussi peser sur les programmes des deux candidates. « Le moment est plutôt favorable, car on espère qu'une femme sera plus sensible à ces questions, dit l'étudiante Karina Reyes. Mais on ne gagnera qu'en faisant pression dans la rue. » ■

ANNE VIGNA